





Dans ce panel, les intervenants ont discuté des risques liés au manquement à l'éthique et à la bonne gouvernance qui peuvent être d'ordre social, économique, environnemental, réputationnels et légal. Pour BIANCO, l'intervention a porté sur le cas spécifique de la lutte contre la corruption à Madagascar. Selon une étude de la banque mondiale, 30,2% des entreprises interrogées à Madagascar ont reconnu la corruption comme une contrainte dans leur activité et 46% des hommes d'affaires admettent recourir à la corruption pour une demande de licence d'activité à Madagascar contre 19,4% en Afrique sub-saharienne. C'est une situation, qui impacte sans aucun doute le climat des affaires et le développement du secteur privé. Lutter contre la corruption est la responsabilité de chacun : entreprises, gouvernements et citoyens.

Du point de vue économique, en prenant l'exemple de la gouvernance des ressources halieutiques, Madagascar est perd actuellement la moitié de la production annuelle de ces ressources à cause de la surexploitation de ces ressources. Les risques économiques tels que la corruption aux niveaux de l'administration ou lors de passations des marchés publics coûtent chers à l'entreprise. L'effondrement des actions en bourse est une autre conséquence des manquements à l'éthique. Ce qui fût par exemple le cas de l'entreprise Facebook cette année face aux divulgations des données privées de ses utilisateurs. Les risques environnementaux sont également importants comme le montre le cas de la raréfaction des ressources naturelles, les émissions de rejets Atmosphériques non maîtrisés qui peuvent avoir un impact sur le climat.

Les risques sociétaux et sociaux entraînent également des conflits avec les parties prenantes à cause d'un manque de proactivité et de concertation avec les communautés qui peuvent entraîner des pertes pour l'entreprise.

Il existe également des risques sur la communication et les dérives telles que le greenwashing, bluewashing contre des entreprises qui intègrent réellement la démarche RSE dans leur système de gestion. Mal comprise et sans un engagement fort des consommateurs et du public, la RSE peut être instrumentalisée à travers la communication. Chaque firme doit prévenir et gérer les cas de manquement à l'éthique. Adopter le système de management anti-corruption ISO 37001 peut les aider dans cette voie pour adopter une culture d'entreprise éthique. Pour UNICEF Madagascar, une gestion effective du système de management peut devenir une opportunité pour l'entreprise et le pays. La plateforme numérique Atlas a été mise en place par UNICEF Madagascar, permettant aux investisseurs et aux différentes industries de scruter et de comprendre les impacts des activités sur les enfants. Elle permet de traiter des problématiques telles que les conditions de travail, l'impact environnemental, la conception de produits et le marketing. Atlas permet d'avoir accès à une cartographie des différentes actions et analyses au niveau mondial.